

# **LA LETTRE DU NON**

**NUMÉRO ° 3 1 MAI 2005 .**

**EDITÉE PAR LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE**

## **FINANCES EUROPEENNES ET DEVELOPPEMENT**

**Le constat est connu.** Rappelons le. La situation économique de la Guadeloupe ne s'améliore pas : croissance économique modeste au regard des exigences, chômage élevé, déséquilibre commercial, incapacité de financer les dépenses publiques, inégalités sociales et assistance généralisée. Le produit intérieur brut par habitant reste inférieur à la moyenne des pays développés. Il y a donc blocage structurel du développement économique et social et instauration d'un mal développement.

**Quelles sont les causes de ce blocage ?** Derrière ce blocage du développement, il y a les politiques menées par l'UNION EUROPEENNE, le GOUVERNEMENT FRANÇAIS et les principes qui les fondent. Pourtant, afin d'accélérer notre développement, dans le cadre de la politique régionale dont l'objectif est de combler les écarts de développement entre les pays et les régions, la Guadeloupe considérée comme éligible à l'objectif n° 1 est en principe bénéficiaire dans le cadre d'une programmation complexe de fonds européens qui viennent financer avec d'autres fonds les actions choisies. Mais le libéralisme et la volonté d'assimilation réglementaire sont venus contredire ces orientations. Plus précisément :

- d'une part les fonds européens ne sont pas suffisants même si beaucoup sont émerveillés par leur soit disant importance surtout quand ils sont responsables de collectivités publiques et incapable d'assurer une bonne gestion de leur collectivité. En réalité les fonds qui nous sont alloués doivent être diminués des contributions que versent les Guadeloupéens. Les Gouvernements de gauche et de droite ont toujours tenté de masquer cette réalité par un mode de financement par la collectivité française de l'Europe d'une rare opacité. Selon le Parlement en 2005 la contribution française de 16,6 milliards d'euros est financée par un prélèvement sur ressources globales du budget. Les retours de fonds

- européens sont généralement inférieurs car la France est un contributeur net. Chaque français verse à l'Europe UNE CONTRIBUTION ANNUELLE. Les Guadeloupéens au pire reçoivent moins que ce qu'ils donnent et au mieux la même somme. Certainement pas plus ce qui n'est pas le cas de l'Espagne qui reçoit plus qu'elle ne verse.
- Par ailleurs, les fonds européens ne diminuent pas les impôts payés par les Guadeloupéens. On aurait pu imaginer, puisque qu'il a contribution européenne, une diminution de la contribution régionale, ce qui aurait permis, soit augmenter l'épargne et par conséquent la capacité d'emprunt, soit augmenter la consommation que nous aurions pu orienter vers la production Guadeloupéenne.
- Enfin les fonds ont surtout été utilisés pour financer des équipements et combler les déficits structurels d'activités en perdition du fait même du libéralisme européen. Ainsi, la propension pour une route ou une subvention à un secteur en difficulté de renforcer notre croissance économique est généralement faible. L'investissement routier ou le maintien à bout de bras de secteurs en difficulté favorisent les importations, étouffent la production nationale et ne créent pas d'emplois. En définitive ils ont surtout une fonction de compensation pour les efforts demandés. C'est pourquoi ils ont surtout servi à construire une société assistée .

**Que faire maintenant pour relancer le développement Guadeloupéen dans l'Union Européenne ?** Les ressources de l'Europe sont naturellement bienvenues à la condition que la construction d'une GUADELOUPE forte, développée, avec un chômage limité et peu durable et une réelle capacité à financer ses dépenses publiques soit une priorité. Les mesures prises dans le cadre de l'intégration ne donneront aucun résultat. Par contre, protéger pendant un moment le marché Guadeloupéen, ne pas exiger que notre pays respecte la libre concurrence, interdire que les Guadeloupéens financent le fonctionnement de l'Europe et allouer les fonds européens aux entreprises et non au financement d'équipements qui doivent rester de la compétence régionale ou nationale, nous paraissent être des voies novatrices qu'il convient d'emprunter.

**C'est pourquoi, nous vous demandons, ou :**

- **De voter non**

- **De voter blanc ou nul**

- **De s'abstenir**

En sanctionnant les politiques Européennes par le refus, nous allons créer les conditions pour faire une autre politique ou construire de nouvelles institutions pour que la Guadeloupe profite vraiment de sa présence en Europe.

**NOTRE NON EST UN OUI À LA  
RENÉGOCIATION DU TRAITÉ AFIN  
D'AVOIR UNE NOUVELLE PLACE AU SEIN  
DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES QUI  
NOUS PERMETTE ENFIN DE PROFITER  
VÉRITABLEMENT DES RESSOURCES DE  
L'EUROPE.**